

# Consultation publique de l'Arcep

19 septembre 2025 au 31 octobre 2025

Décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales

## Réponse du Groupe Orange

Version relevant strictement du secret des affaires

Contact : [yasmina.houari@orange.com](mailto:yasmina.houari@orange.com)

## Rappel de l'objet du projet de modification de la Décision Arcep n° 2024-2545

« La présente décision porte sur la collecte de données environnementales auprès des équipementiers de réseaux mobiles, équipementiers de réseaux fixes qui sont fabricants de câbles en fibre optique, fabricants de terminaux, opérateurs de centres de données, opérateurs de communications électroniques et fournisseurs de services d'informatique en nuage.

Cette décision abroge et remplace la décision n° 2024-2545 de l'Arcep en date du 21 novembre 2024 relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales auprès des opérateurs de communications électroniques, de centres de données, des fabricants de terminaux et des équipementiers de réseaux.

Ne seront motivées dans la présente décision que les dispositions ayant évolué par rapport aux précédentes décisions relatives à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales. Pour celles qui n'ont pas évolué, il convient de se reporter aux motifs de ces décisions. »

## 1 Réponses aux questions

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

Orange remercie l'Arcep de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer ses commentaires à propos de la Consultation Publique sur le projet de décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales, du 19 septembre 2025.

### Annexe C – Enquête relative aux impacts environnementaux des opérateurs de communications électroniques

L'Arcep envisage une évolution par rapport à la décision de l'Arcep n° 2024-2545 du 21 novembre 2024 consistant en la décomposition de l'indicateur de consommation énergétique des réseaux de collecte et de cœur de réseau entre réseaux fixes et réseaux mobiles.

**Question 4. Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur la segmentation de la consommation énergétique des réseaux de collecte et de cœur de réseau envisagée ?**

**Question 5. Quelles difficultés d'ordre méthodologique / opérationnel ou limites ces indicateurs pourraient-ils, selon vous, entraîner ?**

Orange ne peut décomposer, entre réseaux fixes et réseaux mobiles, l'indicateur de consommation énergétique des réseaux de collecte et de cœur de réseau.

En effet, Orange mutualise ses réseaux de collecte qui sont en quasi-totalité communs entre le fixe et le mobile.

A noter que cette mutualisation de réseaux s'inscrit de manière cohérente en faveur d'une démarche environnementale positive.

## Annexe F – Enquête relative aux impacts environnementaux des fournisseurs de services d'informatique en nuage

**Question 9. Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux fournisseurs de services d'informatique en nuage ?**

**Question 10. Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur la représentativité du marché considéré, compte tenu du seuil proposé ?**

Orange souhaiterait que soit précisé le périmètre concerné par cette annexe. En particulier, les clouds privés, dédiés à un client, doivent-ils être pris en compte, quel que soit la taille, le chiffre d'affaires ou le propriétaire de l'équipement.

**Question 11. Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur les données qu'il est envisagé de collecter ?**

**Concernant les informations relatives aux émissions de gaz à effet de serre - (ligne 15) :** nous ne pourrions pas fournir les indicateurs globaux demandés.

En particulier :

- Pour la période 2021 à 2023, il nous est impossible de fournir ces éléments car ces données n'étaient pas suivies ;
- Pour 2024 et 2025, nous disposons des données, pour le seul scope 2, uniquement en « market-based » (la faisabilité pour « location-based » reste à confirmer).

**Concernant le nombre total de CPU en service au 31/12 de l'année considérée - (ligne 54) :** nous ne disposons pas de l'intégralité des données demandées pour l'ensemble de nos data centers, ni du niveau de détail attendu et ne sommes donc pas en mesure de répondre favorablement à la demande de l'Arcep.

**Concernant les données relatives aux équipements de stockage - (ligne 85) :** Orange souhaiterait que soit précisé l'unité d'œuvre à savoir « disques » ou « baies » relativement aux équipements de stockage.

**Concernant le nombre total d'équipements de stockage en service au 31/12 de l'année considérée - (ligne 88) :** nous ne disposons pas précisément des informations relatives aux équipements de stockage, et notamment de la répartition HDD/SSD. D'autre part, Orange s'interroge sur la définition d'équipements de stockage, telle qu'employée par l'Arcep, à savoir s'il s'agit des disques durs ou des baies. Le cas échéant, Orange considère les équipements de stockage comme étant les disques durs.

**Concernant la demande de puissance des équipements informatiques installés pour les services cloud - (ligne 111) :** Orange souhaite que soient précisés dans la notice à venir les éléments descriptifs de cet indicateur.

**Concernant la consommation totale d'eau des équipements informatiques utilisés pour les services cloud (m3) - (ligne 115) :** cet indicateur figure déjà dans l'annexe B. Aussi, Orange souhaiterait qu'il soit précisé s'il s'agit du même indicateur ou d'un nouvel indicateur (et le cas échéant Orange souhaite disposer de la méthode de calcul). À noter qu'Orange propose d'utiliser ici le WUE (Water Usage Effectiveness) du datacenter.

**Concernant le trafic de données entrant des équipements informatiques utilisés pour les services cloud - (lignes 118 et 119) :** Orange n'est pas en mesure de fournir les informations demandées.

**Question 12. Quelles difficultés d'ordre méthodologique / opérationnel ou limites ces indicateurs pourraient-ils, selon vous, entraîner ?**

Il est important de souligner que deux cas de figure peuvent exister selon qu'Orange est propriétaire ou simplement exploitant.

Dans l'absolu, nous souhaitons par ailleurs vous informer de nos difficultés à faire la distinction scope1/scope2 dans les cas où il s'agit de datacenters dont Orange n'est pas propriétaire, car les informations ne sont pas fournies par les hébergeurs.

**Question 13. Quelles remarques souhaitez-vous formuler concernant les modalités de restitution des indicateurs par l'Arcep ?**

Orange n'a pas de remarque à formuler.

**Question 14. Quelles autres remarques souhaitez-vous formuler sur l'ensemble des indicateurs présents dans la décision de collecte de données environnementales ?**

Orange souhaite préciser que dans la mesure où l'Arcep ne nous a pas communiqué la notice explicative, précisant l'ensemble des modalités attendues, Orange se devra de réanalyser ses réponses à la lumière de la notice.

## 2 Observations complémentaires

**Observations complémentaires relatives à l'annexe B**

Au-delà des annexes concernées par la présente consultation publique, nous souhaiterions interpellier l'Arcep à propos des données collectées dans le cadre de l'annexe B.

**Concernant le « volume total d'eau annuel prélevé pour le centre de données (total en m3) – dont autre eau douce » (ligne 85) :** Orange souhaiterait savoir comment serait considéré un doublet géothermique sur la nappe phréatique ? (m<sup>3</sup> prélevés = m<sup>3</sup> rendus à la nappe).

**Concernant la « Capacité informatique des serveurs » (ligne 96) :** Orange souhaiterait savoir comment serait considérée la partie colocation.

**Concernant la « Capacité informatique des équipements de stockage (en pétaoctets) » (ligne 97) :** Orange souhaiterait savoir comment serait considérée la partie colocation.

\*\*\* \*\*

\*\*\*